

**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL DU PAYS DE MORLAIX
SÉANCE DU JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre, le douze septembre à dix heures, le Comité Syndical du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays de Morlaix, élu par les conseils communautaires des communautés de communes membres, s'est réuni à la CCIMBO de Morlaix – salle de conférences - sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du PETR du Pays de Morlaix, Henri BILLON.

Date de convocation : 05 septembre 2024

Secrétaire de séance : Robert BODIGUEL

Étaient présents, absents :

Titulaires		Suppléants	
Morlaix Communauté – 4 voix			
Jean-Paul VERMOT	Absent	Renaud de CLERMONT-TONNERRE	Absent
Solange CREIGNOU	Présente	François HAMON	Absent
Christophe MICHEAU	Présent	Hervé CILLARD	Absent
Julien KERGUILLEC	Absent	François GIROTTO	Absent
Guy PENNEC	Présent	Stéphane LOZDOWSKI	Absent
Nicole SEGALEN-HAMON	Absente	Jean-René PERON	Absent
Anne-Catherine LUCAS	Absente		
Bernadette AUFFRET	Présente	Nathalie BERNARD	Absente
Haut-Léon Communauté – 3 voix			
Jacques EDERN	Présent	Gildas BERNARD	Absent
Bernard FLOCH	Présent	Patrick GUEN	Absent
Aline CHEVAUCHER	Présente	Odile THUBERT-MONTAGNE	Absente
Jean-Noël EDERN	Absent	Stéphane CLOAREC	Absent
Communauté de communes du Pays de Landivisiau – 4 voix			
Henri BILLON	Présent	Jean JEZEQUEL	Absent
Marie-Claire HÉNAFF	Présente	Jean-Pierre BRETON	Absent
Laurence CLAISSE	Présente	Gilbert MIOSSEC	Absent
Robert BODIGUEL	Présent	Babeth GUILLERM	Absente

Collège des personnes morales de droit privé

Conseil de Développement du Pays de Morlaix : Michel CLECH, Dominique OUNADJELA-GUIZIEN

Chambre de commerce et d'industrie : Emmanuel TARPIN

Participait également à cette séance, Aëla LECOINTRE, directrice.

Henri BILLON, Président, remercie les membres présents, excuse les absents, et constate le quorum.

10h00, la séance est ouverte.

POINT 1 - DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, nomme M. Robert BODIGUEL secrétaire de séance.

POINT 2 - ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 20 JUIN 2024

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide d'entériner le Procès-Verbal de la réunion du 20 juin 2024.

POINT 3 – SCOT PAYS DE MORLAIX : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT STRATEGIQUE

Christophe MICHEAU, rapporteur, rappelle que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique intercommunale. Il se compose de deux parties principales (le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) et le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)), auxquels s'ajoutent des annexes.

Christophe MICHEAU présente les orientations du PAS, telles qu'adressées aux élus avec la convocation du comité syndical.

Henri BILLON, Président, remercie Christophe MICHEAU et salue l'engagement de l'ensemble des élus et participants associés à l'élaboration du schéma. Il propose d'ouvrir le débat.

Solange CREIGNOU, membre du comité, salue également le travail accompli. Elle rappelle :

- que la contribution a été collective et qu'il y a eu beaucoup de discussions et d'échanges riches qui ont permis de construire le PAS
- qu'il a fallu se projeter sur le long terme avec l'impact assez fort des réglementations nouvelles telles que le « ZAN »
- qu'il faut remercier et féliciter tous les acteurs pour la richesse des débats qui a amené aujourd'hui à cette proposition qui va constituer le SCOT du territoire en vigueur jusqu'en 2045.

Henri BILLON, Président, confirme que les décisions et orientations prises dans le schéma s'inscrivent effectivement dans la durée et que c'est pour cette raison qu'ils ont nécessité une forte mobilisation.

Bernard FLOCH souligne par ailleurs l'importance de l'appropriation de ce projet par l'ensemble des élus dans le cadre de la phase d'élaboration du SCOT qui permettra ensuite sa déclinaison dans le cadre des travaux internes à chaque PLUI.

Le comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, **PREND** acte de la tenue du débat sur les orientations générales du PAS du Schéma de cohérence territorial (SCOT) du Pays de Morlaix, annexé à la délibération.

POINT 4 - EVALUATION DU CONTRAT LOCAL DE SANTE ET PRECONISATIONS

Arrivant à son terme en 2025, l'année 2024 est consacrée à l'évaluation du CLS.

Le lancement de l'évaluation du CLS été acté par décision du comité syndical du 30 novembre 2023. Elle poursuit les objectifs suivants :

- Actualiser le diagnostic territorial de santé ;
- Evaluer le CLS 1 avec différentes approches méthodologiques ;
- Définir les priorités en termes de santé pour le territoire et des axes stratégiques qui en découlent ;
- Construction de l'architecture d'un CLS 2.

Bernard FLOCH, rapporteur, présente les principaux résultats du diagnostic quantitatif et qualitatif et les recommandations qui en sont issues :

- Maintien du périmètre géographique du CLS à l'échelle du Pays de Morlaix.
- Poursuite du développement des liens entre partenaires pour mobiliser des moyens financiers et humains : règles de participation à fixer dès l'élaboration du prochain contrat
- Maintien du modèle de gouvernance
- Réévaluation des moyens financiers et humains tout en intégrant les nouveaux besoins émergents
- Elaboration d'outils de communication permettant une meilleure acculturation autour du dispositif CLS
- Recentrage sur les thématiques suivantes avec une priorisation des actions (moins de 20 actions) :
 - Axe « Prévention et promotion de la santé » : La prévention des comportements à risques (jeunes et adultes) ; L'accompagnement à la parentalité « santé et parentalité » ; La santé environnementale (expositions nocives et mobilité) ;
 - Axe « Accès aux soins de premier recours et développement de l'exercice coordonné » : Le partenariat entre les CPTS et le Pays de Morlaix (et ses composantes) : articulation CPTS/CLS ; L'accompagnement des communes et l'attractivité et actions « d'aller-vers ».
 - Axe « accompagnement des populations vulnérables et leurs aidants » : L'accès aux soins et à la prévention des populations en situation de précarité ; Les parcours de vie et de santé des personnes en situation de handicap (enfants et adultes) ; Les parcours de vie et de santé des personnes âgées ; Les parcours en santé mentale.

Bernard FLOCH rappelle ensuite le calendrier prévisionnel d'élaboration du CLS 2 et que, si le comité syndical valide son principe, celui-ci serait signé en juin 2025.

Bernard FLOCH précise par ailleurs que l'ARS, dans le cadre de sa doctrine, participe à hauteur de 25000€/an à l'ingénierie du CLS. Les actions peuvent de plus être cofinancées à hauteur de 50%.

Guy PENNEC, membre du comité, prend la parole et indique qu'il lui semble primordial de prendre en compte l'évolution démographique de la population, et particulièrement son vieillissement. Cette question est rappelée de manière récurrente et pourtant les actions ne semblent pas au niveau de la réalité de la situation. L'accueil de la population vieillissante, est assurée pour partie par les EHPADs qui sont en difficulté financière aigue. Il lance un appel afin que les élus du Pays puissent prendre position face à cette situation, et notamment en ce qui concerne le « défaussement » de l'Etat dans le financement de ce système.

Marie-Claire HENAFF souligne que le CLS devra aussi mentionner le Centre Hospitalier des pays de Morlaix et le soutenir pour développer son attractivité auprès des professionnels de santé.

Solange GREIGNOU, membre du comité, partage l'analyse de Guy PENNEC et rappelle que dans le cadre du SCOT, notamment, cette situation a été prise en compte dans les choix faits en matière de typologie et de localisation des constructions de logements neufs au plus près des services.

Solange CREIGNOU fait également part du fait qu'elle partage le constat fait par le CLS en ce qui concerne l'accès aux soins pour la santé mentale. Elle observe que la population a peu de possibilité de recours sur le territoire. Or, elle constate dans le même temps, que dans les écoles, de plus en plus d'enfants sont suivis pour des troubles du comportement ou autre. Il est donc important que le parcours de soin ne s'arrête pas pour les adultes. Elle juge que ce sera un défi à relever pour le CLS.

Bernard FLOCH souligne que cette thématique fait partie des préconisations à traiter de façon prioritaire dans le CLS 2. La préconisation faite est en effet de diminuer le nombre d'actions dans le CLS afin de se concentrer sur quelques axes, et notamment la santé mentale.

Bernard FLOCH précise par ailleurs, que sera proposé dans le cadre d'un CLS 2, de solliciter chaque commune pour qu'un élu référent santé soit identifié afin de disposer de relais locaux et d'améliorer la communication envers les communes et donc les habitants.

Robert BODIGUEL estime que les initiatives du territoire ne doivent pas être bloquées au niveau local, notamment lorsqu'elles émanent de la sphère privée.

Michel CLECH, membre du CODEV, prend la parole et indique que tout le travail mené est positif. Cependant il regrette que la participation de la population à l'évaluation soit assez peu représentative en proportion. Pour améliorer ce fait, il estime qu'il faudrait essayer, d'évaluer les programmes tout au long du projet, cela permettrait de mettre en place les conditions favorables à l'association de la population. De ce point de vue, il estime que la proposition de nommer un référent dans chaque commune permettra aussi de mobiliser davantage et d'informer la population. Cela lui semble d'ailleurs très pertinent dans le cadre d'une politique de prévention qui est le cœur de l'action du CLS.

Bernard FLOCH, membre du comité, est d'accord avec le fait d'évaluer le programme au fil de l'eau ; cela fait d'ailleurs l'objet d'une préconisation dans le cadre de l'évaluation. Il souhaite par ailleurs faire un complément en rappelant que les deux premières années du CLS ont été impactées par le covid et que pour pouvoir néanmoins réaliser un maximum d'actions, ce que souligne aussi l'évaluation, il a fallu faire des choix et l'évaluation au fil de l'eau n'a pas été priorisée dans le cadre du CLS 1.

Dominique OUNADJELA-GUIZIEN, membre du CODEV, indique qu'il faudrait davantage tenir compte de l'impact environnemental qui pèse sur les sociétés et sur la santé, ce qu'on appelle l'exposome et qui a été intégré dans l'article 1er de la loi de santé publique.

Henri BILLON, président, invite les élus à voter.

VU la signature du Contrat Local de Santé (CLS) le 22 janvier 2020, pour une durée de 5 années ;

Considérant l'opportunité d'un renouvellement du CLS validé en comité de pilotage du CLS le 20 juin 2024 au regard des résultats de l'évaluation du CLS 1 ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, **DONNE UN AVIS FAVORABLE** sur les éléments présentés et sur la poursuite des travaux de définition du CLS 2 en vue d'une signature en juin 2025.

POINT 5 – CONVENTIONS RELATIVES A DEUX CONTRATS D'APPRENTISSAGE EN ALTERNANCE

Henri BILLON, Président, rappelle aux membres du comité que des stagiaires sont régulièrement accueillis au sein du Pays de Morlaix. Henri BILLON, Président, propose aux membres du comité de recourir à un contrat d'apprentissage en alternance « bachelor évènementiel et communication » pour l'année scolaire 2024-2025. L'apprentie serait rattachée à la direction afin d'accompagner le Pays dans l'organisation logistique des journées nationales des pôles et des pays, à destination des adhérents de la fédération nationale des pôles et des pays (ANPP) et dont le fil rouge sera « l'intelligence artificielle ».

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **DÉCIDE** le recours au contrat d'apprentissage
- **DÉCIDE** de conclure dès la rentrée scolaire 2024-2025, le contrat d'apprentissage en alternance conformément au tableau suivant :

Service	Diplôme préparé	Durée de la formation
Direction générale	Bachelor « évènementiel et communication »	1 an

POINT 6 – ADHESION AU GEAI 29 EN VUE D'ACCUEILLIR UNE APPRENTIE AU SEIN DU SERVICE PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Henri BILLON, président, rappelle que le Pays d'art et d'histoire fait régulièrement appel à des stagiaires de niveau Master pour l'accompagner dans la mise en œuvre de ses actions. Ces stagiaires sont accueillis entre mars et juillet habituellement. L'activité prévue pour le second semestre 2024 et le début de l'année 2025 incite à se tourner pour l'année scolaire 2024-2025 vers le principe de la formation en alternance et plus précisément en contrat d'apprentissage « master patrimoine culturel et naturel », afin de répondre au mieux aux besoins. La formation en alternance est fondée sur l'articulation de temps de formation en établissement de formation et en entreprise.

Pour renforcer le réseau des acteurs locaux, le projet proposé est de s'orienter vers un partage de l'année d'alternance avec une autre structure du territoire. L'EPCC Chemins du patrimoine en Finistère est également intéressé par l'accueil d'un alternant en partage. Ainsi, les 35 semaines de présence en milieu professionnel seraient partagées entre le Pays de Morlaix et le Château de Kerjean en fonction des besoins spécifiques de chaque structure.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **AUTORISE** l'adhésion au GEAI 29 pour l'année 2024 et 2025
- **AUTORISE** le Président à signer les documents administratifs avec le GEAI 29

POINT 7 – PAH : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE PETR PAYS DE MORLAIX ET L'EPCC CHEMINS DU PATRIMOINE EN FINISTERE RELATIVE AUX ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Afin de diversifier les offres de visites et de créer des collaborations avec les établissements culturels du territoire, il est proposé un partenariat entre le Pays d'art et d'histoire et l'Abbaye du Relec fondé sur la création d'une visite couplée nommée « Abbaye ou enclos ? ». L'objectif est de développer l'offre pédagogique sur cette partie du territoire et de profiter des récents travaux de restauration de l'église de Pleyber-Christ pour évoquer les transformations et les évolutions au cours des siècles des deux lieux concernés.

Proposition est faite aux membres du comité d'autoriser le président à signer une convention de partenariat avec l'Abbaye du Relec (EPCC *Chemins du Patrimoine en Finistère*) dont les termes se décomposent comme suit :

- Une visite guidée de l'abbaye du Relec assurée par un/une médiateur/trice de l'Abbaye du Relec
- Suivie d'une visite de l'enclos paroissial de Pleyber-Christ assurée par un/une guide conférencier/ière du Pays d'art et d'histoire
- La réservation et le paiement des deux visites se feront auprès de l'Abbaye du Relec.
- L'Abbaye du Relec reversera la somme due au PETR Pays de Morlaix par virement bancaire sous 30 jours après acceptation de l'état de recette par le Pays de Morlaix.
- Le tarif forfaitaire pour une classe pour la visite de l'enclos paroissial s'élève à 45 euros pour les collèges du pays de Morlaix et à 55 euros pour les collèges hors de ce territoire.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **APPROUVE** les termes de cette convention
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat entre le pays de Morlaix et l'EPCC chemins du patrimoine en Finistère, relative aux activités pédagogiques
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à mener les démarches nécessaires à l'exécution de cette délibération

POINT 7 – DIVERS

1. Liste des PER transmis à la Région

La Région demandera chaque année une remontée des projets à réaliser avant 2031. La conséquence principale sera que le foncier généré par la mise en œuvre de ces projets pourra être retiré du compte foncier local.

2. Informations sur les actions développées avec les professionnels de la production hors sol

Présentation est faite de la démarche enclenchée depuis mai 2021 avec les professionnels serristes à la suite du renouvellement de la CLE du SAGE LEON TREGOR.

L'ordre du jour épuisé, la séance a été levée à 11h46